



« Réorienter les aides vers nos jeunes à nous »

Frédéric Boccaletti et Isabelle Delyon défendront les couleurs du Rassemblement national aux élections départementales⁽¹⁾ sur le canton La Seyne Sud (incluant aussi Saint-Mandrier et Six-Fours), qui compte 51 000 habitants. Elue d'opposition au conseil municipal de la deuxième ville du Var aux côtés de Dorian Munoz, cette expert-comptable et commissaire aux comptes à la retraite rappelle volontiers qu'elle a rejoint le RN en 2010 « après être revenue des belles paroles de Nicolas Sarkozy : le Karcher, la Libye, etc. L'UMP m'a dégoûtée. Mon parcours ressemble d'ailleurs un peu à celui de Thierry Mariani et je suis très heureuse qu'il nous ait rejoints, car je partage beaucoup de ses idées. »

« Le scandale de l'aide aux mineurs étrangers »

Frédéric Boccaletti, actuel conseiller régional, con-

seiller municipal d'opposition à Six-Fours et à TPM, mais également codirecteur de campagne de M. Mariani pour les élections régionales, pourra donc compter sur une femme convaincue pour porter leurs « priorités », sur fond sécuritaire et identitaire. Notamment : « Nous souhaitons mettre un terme au scandale de l'aide aux mineurs étrangers, dont il ressort d'un rapport sénatorial que 60 % sont en réalité des adultes. Or, c'est un budget qui représente près de 21 millions en 2021, quand celui des collègues est de 18 millions ! », s'agace le candidat, qui préférerait voir cet argent « mieux réparti, pour les Varois. Bien sûr qu'il faut de la solidarité, mais il faut arrêter d'en faire plus que nécessaire. »

« A contrario, complète M^{me} Delyon, nous souhaitons mettre l'accent sur la sécurisation de nos collègues et de leurs abords, puisqu'on s'aperçoit désormais que



« Si nous sommes élus, nous n'aurons pas les mêmes priorités que le binôme sortant Bicaïs-Mulé », annoncent Frédéric Boccaletti et Isabelle Delyon, candidats aux élections départementales du 20 juin prochain.

(Photo J. P.)

même les collégiens sont démarchés par des dealers, qu'il y a du racket... bref, de plus en plus d'insécurité ». M. Boccaletti d'ajouter : « Certes, la sécurité n'est pas une compétence du Département, mais les collègues et leurs abords, si. » « Au niveau du Département comme de la

Région, il y a plein d'aides qu'on pourrait couper pour les réorienter vers nos jeunes à nous », abonde la candidate.

Autres axes : « lutter contre la fraude sociale, pour que les aides bénéficient aux Varois qui sont réellement dans le besoin » ; « favoriser la culture

et l'identité de notre département » ; « promouvoir le localisme » ; « favoriser l'insertion des personnes en situation de handicap » ou encore « donner la priorité aux entreprises présentant des critères environnementaux dans les appels d'offres lancés par le Département, à commencer par celles du Var ».

Enfin, Frédéric Boccaletti tient à rebondir sur « la complexité entre LREM et LR, sur ce canton en particulier, que nous dénonçons depuis longtemps et qui éclate au grand jour ». Une « trahison » dont il veut croire que « les électeurs sauront se souvenir au moment de voter ».

J. P.

jpoillot@nicematin.fr

1-Leurs remplaçants sont Mauricette Bribon et Gilles Baldacchino.

Les autres candidats :

Nathalie Bicaïs et Joseph Mulé
Régine Clanet et Loïc Guillaume
Mireille Chaperon et Olivier Andrau
Florence Meyer et Dominique Nemeth.

Vie politique

Parkings : le PCF veut une concertation

Après l'annonce du passage en zone bleue (3 heures gratuites) du parking du Funnyland aux Sablettes, le Parti communiste – qui qualifie cette réorganisation de « précipitée » – demande plus de concertation avec les administrés. « Fort de son ADN, le PCF souhaite remettre de la démocratie participative dans la ville avant que des décisions contestables soient prises. Pour nous, cela veut dire, avant décision : réflexion, partage, débats ». Rappelant qu'il a « toujours défendu le stationnement gratuit dans les municipalités auxquelles a participé », le parti demande donc « un moratoire sur le stationnement, et ce tant qu'une réflexion globale sur les transports, les modes de déplacement doux, les pistes cyclables, n'aura pas été menée en concertation avec les usagers et les CIL ».